



Déclaration liminaire CGT-INRA Budget 2014 : un très mauvais budget

Les années précédentes, la CGT avait dénoncé le budget de l'INRA comme mauvais. En 2014, cela s'aggrave encore plus. Certes, ce budget s'inscrit comme les précédents dans la logique d'austérité appliquée par le gouvernement conformément aux ordres de la commission de Bruxelles, mais les administrateurs auront noté avec intérêt que la commission a validé l'ensemble du budget de la République. Des individus non élus ont donc dit au bon peuple français et à ses représentants, en substance, nous validons votre budget d'austérité, nous nous réjouissons des licenciements à venir, de la misère, du développement de la pauvreté que vous organisez avec ce budget. Je n'oublie pas que ce projet de budget est proposé par notre gouvernement et que la commission européenne peut se réjouir, car la France est une bonne élève de l'austérité. Mais elle peut sûrement mieux faire encore !

La part du budget consacré à la recherche nous plaçait au 15ème rang des pays de l'OCDE derrière l'Estonie, cette part a régressé depuis 2004. Nul doute que ce budget 2014 ne va pas améliorer notre futur classement.

Mais qu'en est-il à l'INRA ?

J'avoue avoir été surpris, voire choqué, de lire dans la note de présentation la justification des choix budgétaires gouvernementaux. L'habitude de l'institut était de prendre acte des choix et de faire avec. Cet excès de zèle est tout à fait regrettable. Venons-en à l'essentiel : je lis avec stupeur, je cite *« malgré la politique de maîtrise des charges salariales engagée depuis 2011, les allocations budgétaires ne permettent plus de préserver les moyens directs de la recherche et de l'appui à la recherche »*. Décomposons la phrase :

1) Les charges salariales sont des cotisations sociales. Je regrette que le langage du MEDEF devienne le langage de la DG, cela traduit un glissement idéologique tout à fait mal venue.

2) La DG avoue implicitement ou en creux qu'elle n'est plus en capacité d'exercer ses missions.

Et il est vrai que la lecture du budget rend ce jugement exact.

Le budget progresse de 0,4 % grâce aux ressources propres dont on sait qu'il s'agit plus d'un pari sur l'avenir que d'une réalité.

Pour être plus précis, j'affirme que le budget de la recherche diminuera de 1% en 2014 passant de 7,85 à 7,77 milliards d'euros. Si l'on prend en compte l'inflation, c'est donc une baisse de 2% qui va affecter la recherche publique.

Tous les budgets des organismes publics diminuent, la baisse des crédits affectés à l'ANR (-80 millions d'euros) ne sera pas réaffectée aux organismes de recherche. Par contre le crédit impôt recherche (CIR), 6 milliards d'euro, n'est pas remis en cause malgré les nombreuses critiques formulées par la CGT et maintenant par bien d'autres commentateurs. Malgré ce superbe cadeau fiscal fait aux entreprises, l'effort de recherche des entreprises privées stagne : 1,34% en 2000 à 1,4% en 2011, je rappelle que durant la même période le CIR est passé de 500 millions à 6 milliards d'euros. La France est donc très généreuse avec les actionnaires. Sanofi, Unilever, Total peuvent remercier les différents gouvernements pour cette politique attentionnée. Les salariés de ces mêmes entreprises trouveront ici toutes les raisons de se mobiliser contre cette injustice.

On voit bien que les propos lénifiants sur le « domaine protégé » que constituerait la Recherche ne résistent pas à l'analyse.

Donc le budget diminue, les programmes 187, 172, 142¹ sont impactés négativement. La subvention du gouvernement diminue de 1,2 % passant ainsi de 675,35 M d'euros à 667,35 M d'euros, si l'on tient compte de l'inflation le budget diminuera de plus de 2 %.

Les départs en retraite seront modérés en 2014 évalués à 198 ETP contre 192 en 2013. Je puis vous assurer qu'avec l'inique réforme des retraites la situation va s'aggraver.

L'INRA va réduire le nombre de contractuels, on pourrait s'en réjouir si le but était de réduire la précarité mais il ne s'agit pas de ça, nous savons qu'il y aura que 10 postes réservés pour les précaires face au millier de précaires que compte l'institut dont l'ANR porte une grande responsabilité.

Vous vous obstinez à maintenir les métaprogrammes qui dans ce contexte vont vous conduire à déshabiller les unités qui n'entrent pas dans ces métaprogrammes. Ainsi

¹ Programme 142 – Enseignement supérieur et recherches agricoles
Programme 172 – Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires
Programme 187 – Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources

vous réduisez de 1,5% les budgets des départements pour maintenir à flot le navire amiral de la DG que sont les métaprogrammes. Comme un bon commandant notre capitaine souhaite couler avec son bateau, ne comptez pas sur les ministères pour vous envoyer les bouées de sauvetage mais avec vous ce sont les labos et UE qui vont sombrer !

J'en viens maintenant à la politique d'investissement : rien de glorieux puisque vous ne pourrez pas assurer la totalité de l'entretien du patrimoine - 0,4 % dotation dont vous avouez vous même qu'elle est en deçà du nécessaire.

Quant à la politique des ressources humaines (j'ai toujours du mal à prononcer ces mots), il y aura 48 recrutements de chercheurs et 148 d'ITA. Si il y a adéquation entre départ en retraite et recrutement, on est loin du minimum nécessaire pour endiguer le « vieillissement » général des agents de l'INRA et pourtant la jeunesse est présente dans nos murs je l'ai dit plus tôt, il y a plus de 1000 collègues précaires sans avenir. ***Le nombre d'ETP va diminuer faiblement : - 6ETP.***

Comme les années précédentes l'Etat n'assure plus le salaire des fonctionnaires, il manque 14% ce sont donc les ressources propres qui devront compléter pour que nos salaires soient crédités.

Enfin, je ne peux m'empêcher de rapprocher ce budget d'austérité de la mise en place des Communautés d'Universités et d'Etablissements (CUE) et de celle de l'Institut Agronomique et Vétérinaire de France, où le maître mot est mutualisation, c'est-à-dire économies d'échelle en postes et moyens de fonctionnement. Baisser les budgets et pousser à se rapprocher pour mutualiser, tout cela est parfaitement cohérent.

J'entends déjà les commentaires des représentants des ministères, le remboursement de la dette, l'équilibre budgétaire, la situation budgétaire tendue. Et la cerise sur le gâteau : le coût du travail, non le travailleur ne coûte pas à l'entreprise : il rapporte à l'entreprise.

Je reprendrai à mon compte les propos de Thierry Lepaon, secrétaire générale de la CGT, « *la pensée unique que les gouvernements et le patronat européens mettent en œuvre dans le seul but de réduire ce qu'ils appellent le coût du travail. Non ce ne sont pas le coût du travail ou les impôts qui empêchent le développement des entreprises, mais le manque d'investissement et de budgets de recherche, l'insuffisante rémunération des qualifications et la ponction financière des actionnaires.* »

Il y a un indice du coût du travail, mais pas du capital. Il devrait permettre « *de définir l'impact de la financiarisation sur le développement des entreprises, de l'emploi, des salaires, de la protection sociale et des services publics.* » Le surcoût du capital est évalué à 93 milliards d'euros, selon une étude d'un groupe d'économistes de l'université de Lille 1 publié en janvier 2013. On notera le peu de publicité faite à cette étude scientifique par les media et

Je note avec gravité que la somme affectée à la **GIPA** qui garantissait le maintien du pouvoir d'achat de nos collègues bloqués en fin de carrière va diminuer mais plus globalement vous faites des économies sur les rémunérations.

La baisse du soutien de base, - 13,9 %, va à l'encontre du discours de la ministre sur le « rééquilibrage » nécessaire avec la recherche par projet. Le gouvernement actuel n'est plus à un abandon prêt !

Je lis que ***l'ISFIC est maintenu que la PESte l'est tout autant malgré le jugement négatif porté cette année encore par la majorité de nos collègues.*** Mais je ne lis rien sur l'effort consacré aux collègues des petites catégories avec les indemnités de sujétions. Je rappelle que la CGT revendique un relèvement notable de la valeur du point d'indice gelé depuis 2010. Cette mesure serait la plus juste mais là le gouvernement n'en veut pas comme le précédent.

J'ai lu aussi avec intérêt qu'une partie de l'augmentation des ressources propres, 2 millions d'euros, provient de la cession d'immobilier. Cela n'a rien de réjouissant.

notamment par les économistes télévisuels de la pensée unique.

Pour rompre avec ces choix calamiteux il faut avoir le courage de dire non à la finance, acte pourtant promis lors de la campagne électorale du candidat Hollande, mais il est vrai que les promesses n'engagent que ceux qui les écoutent.

Qui peut prétendre ici que la France est moins riche qu'en 1945 et que ce qui fut possible dans une France détruite ne le serait plus en 2013 ? Pour cela il faut que l'économie soit au service de la France et non l'inverse.

Le programme du CNR de 1944 s'appelait *les jours heureux*. 60 ans après, le programme du gouvernement se nommera t'il *les jours malheureux* ?

Pour toutes ces raisons nous ne voterons pas le budget 2014 de l'INRA, je ne tenterai pas de convaincre les administrateurs de me suivre en effet, le suivisme se fera par un vote positif sur ce budget. Mais laissez-moi vous poser cette question : en lisant ce budget, n'y a-t-il pas quand même une petite voix, celle de votre conscience qui vous dit c'en est trop !